

W. L. R. H. M.

SIX LECTURES



SUR

L'ANNEXION

DU

CANADA AUX ETATS - UNIS,

PAR L. A. DESSAULLES.



MONTREAL:
IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR P. GENDRON, Typ.
29, RUE ST. GABRIEL.
1851.

Six lectures sur l'annexion du Canada aux États-Unis

Louis-Antoine Dessaulles



P. Gendron, Typ., Montréal, 1851

Exporté de Wikisource le 09/06/2017

SIX LECTURES

SUR

L'ANNEXION

DU

CANADA AUX ÉTATS-UNIS,

PAR L. A. DESSAULLES.

MONTREAL

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR P. GENDRON, Typ.

29, RUE ST. GABRIEL.

1851.

TABLE DES MATIÈRES

(ne fait pas partie de l'ouvrage original)

PRÉFACE

PREMIÈRE LECTURE

SECONDE LECTURE

TROISIÈME LECTURE

QUATRIÈME LECTURE

CINQUIÈME LECTURE

SIXIÈME LECTURE

PRÉFACE.

Ces *lectures* ou discours ont été lus dans les réunions d'hiver de l'Institut-Canadien, en présence d'auditoires nombreux et choisis. M. Dessaulles cédant aux vœux d'un grand nombre de ceux qui les avaient entendus, consentit à les faire publier.

Ce travail aurait déjà pu être reproduit en entier par la presse, si les matières importantes qui en sont le sujet, n'avaient eu qu'un à-propos passager. Mais on verra en le lisant, qu'un travail de ce genre demandait une forme de publication plus durable que celle de la presse.

Une préface qui n'aurait pour objet que celui de faire le panégyrique de l'auteur et de son œuvre, serait ici parfaitement inutile ; car l'auteur de ce livre est déjà dans cette sphère de réputation où les éloges n'ont plus rien que de fade ; — et, si l'œuvre n'était déjà jugée, il suffirait d'y attacher son nom, pour l'entourer de l'engouement du public.

Les avant-propos qui ne sont si souvent que des pipeaux industriels pour lancer une entreprise littéraire seraient également des hors-d'œuvres, avec un livre comme celui-ci. Car la spéculation n'en a inspiré ni le travail intellectuel, ni les fatigues de l'impression. De part et d'autre, c'est une œuvre de

cœur et de conscience, un sacrifice de longues veilles et de rudes travaux, fait à la patrie. Chez l'auteur, comme chez l'imprimeur, ce livre est un de ces actes de dévouement dont les exemples sont malheureusement rares.

Ainsi donc que ce livre soit répandu dans toutes les classes de la population Canadienne ; qu'il soit lu avec avidité, ce fait est pécuniairement indiffèrent à tout le monde ; mais il remplira les vœux les plus ardents, non seulement de ceux qui y ont consacré leurs veilles, mais de tous les véritables amis du pays, qui ont jugé ce travail comme le plus utile qui ait jamais été accompli pour l'amélioration morale, matérielle et politique de la patrie.

C'est là en deux mots, le motif qui a dicté ces quelques lignes.

Et pour atteindre ce but ; pour faire comprendre l'utilité de lire et de faire lire ces lectures, il suffit d'en expliquer le plan et l'esprit.

Depuis plus de trente ans, la population Canadienne-Française gémissait sous un état de choses, sur lequel elle n'avait que le contrôle d'une opposition de cris et de pleurs ; sous un état de choses où les individus et les masses étaient condamnés à la nullité politique, à l'appauvrissement graduel de l'intelligence et de la fortune. Fatiguée d'être gouvernée et exploitée par une nationalité rivale, à laquelle l'Angleterre nous livrait à merci, elle tenta en 1837, de secouer le double joug du gouvernement métropolitain et de sa rivale dans la colonie. Ce malheureux essai, sans rien changer de sa condition humiliante, eut néanmoins l'effet de faire reconnaître la justice de ses griefs. Cette reconnaissance se traduit par la

concession du gouvernement dit *responsable*.

Mais cette concession, qui eut pu remédier à tous les maux dont nous nous plaignions, si elle eut été franche et honnête, nous fut faite à la condition de l'*Union* des deux Canadas ; c'est-à-dire, à la condition que nous serions toujours nuls et sans poids ; parceque l'adjonction des deux pays nous mettait en face d'une population hostile, numériquement plus faible, mais politiquement plus forte et continuant à nous dominer dans les Chambres par l'inégalité de la représentation.

Cette concession ne changea donc rien dans la condition des masses et ne pouvait qu'enrichir quelques individus, qui, soit par trahison ou par étroitesse de vues, pouvaient à l'avenir se joindre aux oppresseurs de leurs compatriotes.

L'oppression en se couvrant du manteau du patriotisme n'en était donc devenue que plus difficile à combattre et le système de l'exploitation du grand nombre par la minorité, se consolidait par cette concession.

La population anglaise qui depuis longtemps tirait de si grands profits de l'administration du gouvernement colonial, s'emparait insensiblement de presque tout le commerce du pays. Les produits du Canada qui leur passaient presque tous par les mains, jouissaient sur les marchés anglais du privilège d'entrer sans payer les droits de douane auxquels étaient assujettis les produits des autres nations. Les marchands du Canada trouvaient donc, dans cette protection et ce privilège, une compensation contre le désavantage de ne pouvoir vendre sur les marchés américains, qui leur étaient fermés par la ligne douanière qui nous en sépare.

La condition des marchands anglais du Canada était donc superbe ; maîtres du gouvernement colonial et privilégiés sur le marché de l'Angleterre, ils avaient là deux sources de fortune auxquelles puisaient directement ou indirectement tous leurs nationaux.

Mais en 1847, l'Angleterre ayant aboli le système fiscal qui taxait les produits des peuples étrangers, sur ses marchés, les exportateurs du Canada se trouvèrent vis-à-vis de ces peuples dans une égalité ruineuse, en ce que l'exportation du Canada était beaucoup plus coûteuse que celle des pays limitrophes des îles Britanniques. D'ailleurs les peuples étrangers avaient le choix des marchés dans le monde entier ; tandis que les marchands du Canada ne pouvaient aller ailleurs qu'en Angleterre.

Du moment que la politique commerciale de l'Angleterre éprouva ce changement, une des sources de fortune de la colonie disparaissait. Aussi la dépréciation subite dans laquelle tombèrent notre commerce et les valeurs immobilières fut telle, qu'elle serait incroyable, si nous n'étions encore si près de cette époque.

C'était la première fois que la population anglaise ressentait le mal inhérent à tout état colonial. Choyée jusque-là par la mère-patrie, elle avait eu pour la métropole des sentiments d'une loyauté filiale, et elle ne comprenait pas pourquoi nous n'étions pas animés de la même reconnaissance.

Mais les anglais sont les mêmes partout, — et ce n'est certes pas un mauvais compliment à leur faire ; — les anglais ne tiennent aux formes de gouvernement qu'en autant qu'ils y trouvent des garanties pour la protection de leurs personnes et

de leurs biens. Tant qu'ils trouvent ces garanties, ils ne discutent pas leur attachement au gouvernement ; ils y tiennent, sans se rendre compte si c'est d'un amour platonique ou d'un sentiment intéressé.

Mais dès que ces garanties disparaissent, les anglais se définissent à eux-mêmes la loyauté ; et quand c'est loin du sol natal, dans une patrie d'adoption, au milieu de frères et de compatriotes, entourés d'un grand peuple consanguin, qu'ils raisonnent sur ce sentiment, ils en prennent bientôt leur parti.

C'est ce qui est arrivé, lorsque l'inauguration du commerce libre en Angleterre, priva le Canada de la protection dont il jouissait dans les ports anglais.

Dix ans plus tôt, ils avaient fait un crime aux Canadiens-Français de ne pas apprécier comme eux la domination de l'Angleterre. Mais ils arborent à présent le drapeau qu'ils ont si cruellement poursuivi et persécuté. Si ce mouvement fût commencé parmi nous, leur vieille haine aurait peut-être dominé le sentiment de l'intérêt et fait crier à la révolte. Mais ils ouvrent eux-mêmes la marche et nous entraînent sur la route de la régénération.

Le temps était donc arrivé où toutes les nuances politiques et nationales allaient enfin se fondre dans la grande et unique pensée de secouer le joug colonial et de prendre notre place parmi les grandes familles humaines. Le temps était venu de discuter froidement les désavantages de l'état colonial et l'opportunité de changer notre condition politique. Le temps était venu de préparer paisiblement une séparation amicale d'avec un grand peuple qui nous avait tenus en tutelle pendant près d'un siècle, et de préparer un mariage de convenance et

d'intérêts avec une nation puissante, riche et libre.

Mais pour quelques Canadiens-Français, les circonstances avaient changé. Ce gouvernement *responsable* qui laissait la masse de la population dans la nullité et l'avilissement, avait répondu aux calculs de ceux qui l'avaient imaginé ; ce gouvernement avait séduit quelques hommes par l'appât de l'or et le prestige du pouvoir. L'intérêt de ces hommes n'était plus celui de la masse ; et ce qui pouvait donner le salut, la vie et le bonheur à la masse serait devenu la perte de ces hommes aux cœurs petits et à la tête vide.

Alors ces mêmes hommes qui s'étaient mêlés au mouvement insurrectionnel de 1837, se sont mis sur la brèche pour défendre la connexion britannique, contre leurs compatriotes, contre les colons-bretons, contre l'Angleterre elle-même.

L'Angleterre avait souvent déclaré par ses ministres et sa presse, que la connexion serait amicalement rompue, quand la colonie le voudrait ; — elle répétait encore la même chose.

Eh bien, ces déserteurs du camp sont venus crier au peuple qu'il courait à l'échafaud, qu'il courait au-devant du fer et du feu, en demandant une séparation paisible et amicale, dans les termes mêmes que l'Angleterre se disait disposée à accepter.

Le pays était poussé au cri de la séparation par la dépression et la misère qui l'étreignaient, par la honte d'une condition politique avilissante, par un système de gouvernement disloqué et pourri dans tous ses détails et son ensemble, par un système où les gouvernans se corrompaient infailliblement au contact du pouvoir, où le peuple était perpétuellement leurré et joué.

Eh bien, ces hommes sont venus dire au pays, et l'ont fait

répéter par leurs presses et leurs claqueurs, que cette dépression et cette misère étaient imaginaires, que le pays jouissait de la plus grande somme possible de prospérité et de bonheur ; que notre condition politique était glorieuse et noble ; que notre système de gouvernement était solide et propre aux plus grandes choses ; que ceux de nos hommes publics qui avaient prêté la main au fonctionnement du gouvernement responsable, et eux entre autres, avaient gardé leur intégrité dans l'exercice du pouvoir et que leurs successeurs le pourraient aussi ; que personne n'avait menti au peuple, et que le peuple n'avait été ni leurré ni joué !!

En demandant la séparation, le peuple avait discuté les avantages d'une annexion avec le puissant peuple qui l'avoisine. Les progrès immenses et en tous genres qui s'étaient opérés et s'accomplissaient tous les jours chez ce grand peuple, l'état avancé de son éducation, le succès infaillible de toutes les entreprises publiques et privées, l'accroissement rapide et prodigieux de la valeur des propriétés mobilières et immobilières les manufactures qui utilisent tous les cours d'eau américains ; enfin, et pardessus tout, la LIBERTÉ politique dans la plus haute et la plus fidèle acception du mot, tout cela s'offrant à nous en perspective démontrait l'opportunité, la nécessité de l'Annexion. Le peuple voyait dans l'état politique de l'Union Américaine, l'apogée de la grandeur nationale, le plus haut degré de puissance individuelle, toutes les carrières ouvertes à la jeunesse, enfin la clef du bonheur domestique et de la prospérité sociale.

Eh bien, ces hommes qui prétendent n'avoir pas été corrompus par le pouvoir, ces insurgés de 1837, qui avaient

maudit l'Angleterre pour la sévérité avec laquelle elle avait réprimé une révolte à main armée provoquée par l'oligarchie coloniale, — ces mêmes hommes ont proscrit et persécuté ceux qui émettaient l'opinion que l'Annexion était désirable ; — ces mêmes hommes sont venus nier et ont fait nier par leurs presses et leurs valets, les progrès matériels de l'Union Américaine, l'éducation de son peuple, la moralité et le bonheur qui y règnent, les bienfaits de la liberté, l'honneur d'une indépendance nationale, le fait de la liberté individuelle de l'Américain !!

Le but des *lectures* de M. Dessaulles est de réduire ces mensonges à leur valeur et de démasquer les fourbes qui les mettent en circulation.

Ce travail, quoique le nerf et le feu de quelques parties sembleraient l'indiquer, n'est pas un plaidoyer de parti, qui pour cela n'aurait peut-être que le mérite de l'actualité. Non, c'est une œuvre qui aura dans tous les temps une valeur inappréciable.

C'est un Almanach fidèle d'une multitude de faits politiques, administratifs, financiers, industriels et sociaux des États-Unis et du Canada. C'est le procès minutieusement fait du gouvernement monarchique et colonial, comparé aux institutions républicaines, telles qu'entendues et mises en pratique aux États-Unis.

On y trouvera des statistiques précieuses, par leurs détails et leur fidélité, sur toutes les ressources financières et industrielles, sur les dépenses publiques non seulement du gouvernement fédéral de l'Union et du gouvernement Canadien, mais encore de celui de tous les états séparés. En un

mot c'est un million de faits, dans l'ordre politique.

Dans les discussions qui s'élèvent tous les jours entre les individus et les journaux, sur les affaires publiques, on est souvent arrêté par la dénégation d'un fait que l'on affirme exister soit ici, soit aux États-Unis. Avec ce livre, ces questions seront aussi facilement tranchées que celles qui peuvent naître sur le genre ou l'orthographe d'un mot, le sont avec l'aide d'un dictionnaire.

Ce n'est pas seulement au Canada que l'utilité de ce travail pourra être hautement appréciée ; partout où l'étude de l'économie politique est en honneur, on devra reconnaître l'utilité de l'ouvrage de M. Dessaulles.

Quand M. De Tocqueville écrivait son admirable livre sur la *Démocratie en Amérique*, il exprimait presque avec amertume, l'impossibilité où il se trouvait de ne pouvoir compléter son œuvre, vû l'absence de statistiques sur les diverses sources de richesse du peuple Américain. Des trois éléments de la richesse des peuples : la population, les fonds immobiliers et les biens mobiliers, il n'avait pu apercevoir que le premier, dans le dénombrement fait sous la direction immédiate du gouvernement Américain. Les deux derniers : les fonds immobiliers et les biens mobiliers avaient échappé à ses recherches. Cet écrivain attribuait alors l'absence de statistique au fait qu'on la cultivait peu aux États-Unis, parce qu'il ne s'y rencontrait personne qui eût la faculté de réunir des documents ou le temps de les parcourir.

Nous ignorons jusqu'à quel point l'assertion que la statistique n'était point cultivée, pouvait être vraie, il y a douze à quinze ans ; mais, ce qui est incontestable aujourd'hui, c'est

qu'on pourrait plutôt se plaindre de la surabondance des statistiques de tout genre. Il ne restait plus aujourd'hui que la difficulté de parcourir une immense quantité de documents épars, sur chacun des états de l'Union Américaine, afin d'en faire un tout.

C'est néanmoins à ce résultat qu'ont tendu les recherches et les études de M. Dessaulles, et c'est avec non moins de bonheur que de courage qu'il a accompli cette rude tâche.

Aussi nous osons le dire, ce livre honore tout-à-la-fois et l'auteur et son pays : il peut jusqu'à un certain point servir de complément à l'œuvre de M. De Tocqueville ; — et nous sommes convaincus que ce célèbre écrivain n'en désavouerait pas la parenté.

De quelque croyance politique que soit le Canadien ; — qu'il soit républicain de cœur et d'action ou qu'il soit forcé, pour les besoins passagers de parti, à prendre les déguisements d'un monarchiste, les enseignements qu'il pourra puiser dans ces *Lectures*, ont pour tout le monde une portée éminemment utile.

Aussi nous ne saurions trop en recommander la lecture.

De l'aveu de tout le monde, nous marchons rapidement vers un changement radical dans nos institutions politiques.

Les uns, peut-être trompés par l'ardeur de leurs vœux comptent déjà les jours du règne colonial.

Les autres, plus indifférents sur les affaires publiques et assez calmes pour ne compter les événements que du jour au lendemain, voient aussi dans un horizon plus lointain, la fin de notre servage.

Mais les derniers comme les premiers, tous les colons enfin,

se sentent au sein d'une atmosphère politique et sous la pression d'idées qui doivent immédiatement déterminer une crise dans nos institutions. Notre régime colonial lui-même doit subir une transformation immense, par les institutions électives qui s'infiltrent parmi nous et qui semblent s'emparer de nous, plutôt que se laisser conquérir.

L'argument de ceux qui n'en ont pas d'autres, contre l'introduction des institutions libres dans le Canada, est que notre population n'est pas prête, par son éducation politique, à user sagement et utilement de ces institutions.

Sans attacher aucune valeur à cet argument, tous les bons citoyens doivent-avoir à cœur de le ruiner dans ce qu'il peut avoir de spécieux. Or le meilleur moyen d'y parvenir est de répandre partout des notions précises, claires et détaillées sur notre état politique, comparé à celui du peuple le plus éclairé en fait de gouvernement.

C'est ainsi qu'on peut préparer le peuple à passer, sans secousse, au nouvel état de choses, qui se fait pressentir, par des signes non équivoques, dans la tendance générale des esprits chez les hommes publics de tous les partis.

Que ceux qui savent lire, méditent donc attentivement chacune de ces *lectures* et qu'ils les lisent à ceux qui n'ont pas l'avantage de pouvoir le faire par eux-mêmes.

Pour notre part, nous sommes glorieux de pouvoir prêter un faible concours à une œuvre qui est si grosse d'heureux résultats pour le pays, si elle est répandue et étudiée.

JOSEPH DOUTRE.

SIX LECTURES
SUR
L'ANNEXION DU CANADA
AUX
ÉTATS-UNIS.

PREMIÈRE LECTURE.

Messieurs de l'Institut,

Mesdames et Messieurs.

Un pays libre à côté d'un pays esclave sert à celui-ci de miroir pour y voir ses difformités.

À toutes les époques de l'histoire il s'est opéré, chez tous les peuples, des transformations sociales, des modifications dans les systèmes politiques, des changements radicaux dans les idées, dans les mœurs, dans les croyances. Les conditions d'existence de chacune des nations qui composent aujourd'hui

la grande famille humaine se sont successivement modifiées et améliorées : en un mot, l'humanité dans chacune des phases de la vie morale, a constamment obéi à l'impulsion que lui a donnée la providence, a constamment suivi la loi immuable du progrès, qui est le plus beau comme le plus vrai de ses attributs.

La civilisation, cet être abstrait si longtemps inconnu à ceux-là mêmes qui grandissaient sous son action bienfaisante, mais inaperçue : ce levier social dont M. Guizot, dans de profondes et savantes recherches a si lumineusement retracé la voie et développé les effets, mais dont il n'a peut-être pas strictement défini l'essence ni indiqué l'origine : la civilisation, cette puissance à part, dans le monde, qui a tiré l'humanité de l'état de barbarie, d'ignorance et de dégradation dans lequel le christianisme lui-même n'avait pas pu l'empêcher de tomber ; la civilisation, qui a été, quoiqu'on en dise, la véritable institutrice des sociétés, a réussi, après un travail de quelques siècles, à donner une nouvelle direction aux idées, à imprimer de nouvelles tendances à l'intelligence humaine, à rectifier les croyances générales, les notions fondamentales du droit naturel et politique ; à organiser, dans le monde social, ces associations d'idées et de principes universellement admis contre lesquels tous les genres de despotisme sont venus ou viendront tour-à-tour se briser ; à faire apprécier exactement à l'homme sa dignité morale, sa pleine indépendance en tant qu'être pensant, et conséquemment à faire surgir chez lui la conscience de sa souveraineté native dans tout ce qui touche à l'organisation du corps social.

C'est la civilisation qui a dit aux peuples : « Vous seuls êtes

les vrais souverains ; » et qui a dit aux Rois ; « Vous êtes les serviteurs et rien de plus, de ces agglomérations humaines qui forment les nations de la terre ; et c'était plus qu'une erreur, c'était un crime et une impiété que de vous en croire les maîtres. »

C'est la civilisation qui a dit aux peuples : « Ceux que vous appelez vos gouvernants n'ont reçu qu'une délégation d'autorité, qui se réduit au pouvoir de simple direction que vous, êtres collectifs, ne pouvez pas exercer directement. Or tout pouvoir délégué est essentiellement révocable. Vous avez donc le droit de changer vos institutions quand cela vous plaît : vous avez donc le droit de déplacer, quand vous le jugez utile, les fonctionnaires que vous avez constitués en autorité pour telle ou telle fin définie et limitée. »

C'est la civilisation qui a appris aux peuples que la souveraineté, soit individuelle soit collective, était inaliénable ; que par conséquent, de même qu'un homme ne pouvait être la propriété d'un autre homme, de même un peuple ne pouvait jamais être la propriété politique d'un autre peuple.

Enfin, Messieurs, la civilisation a trouvé dans le monde le principe de l'égalité native des hommes entre eux que le christianisme y avait implanté ; mais elle a vu bientôt l'ultramontanisme Romain refuser d'admettre les conséquences de ce principe, et consacrer théoriquement et pratiquement l'asservissement de l'intelligence, et conséquemment la dépendance morale et politique de l'individu.

Alors la civilisation a imprimé au monde un mouvement différent. Elle a protesté contre la réaction ultramontaine, et ne

pouvant l'éclairer ni la faire sortir de son immobilité systématique, elle l'a laissée loin derrière elle et l'a, de fait, reléguée sur le dernier plan où elle occupe aujourd'hui une position analogue à celle de ces poudreux et vénérables bouquins que l'on conserve encore, pour mémoire, sur les rayons de nos bibliothèques.

Ainsi, Messieurs, c'est la civilisation qui a tiré du principe Évangélique de l'égalité native de tous les hommes, la conséquence repoussée avec l'entêtement de l'intérêt et de la soif du pouvoir par l'ultramontanisme, savoir : l'indépendance morale de l'individu, d'où résulte sa souveraineté individuelle comme membre du corps social. Ou il faut nier la Providence, ou il faut admettre que celui qui est libre dans le domaine de la pensée doit l'être dans l'ordre politique. Or de la souveraineté individuelle et native de l'homme, qui est inhérente à sa nature d'être pensant, découle nécessairement le dogme sacré de la *souveraineté du peuple*, dogme incontesté sur le sol libre du continent Américain, même par la hiérarchie catholique.

En Canada seulement, comme l'indépendance nationale et conséquemment la liberté politique n'existent pas encore, la hiérarchie refuse de reconnaître le dogme de la souveraineté du peuple, et lui a déclaré une guerre à mort. Mais aussi, comme il est excessivement probable que, du moment que l'heure de la liberté aura sonné pour le pays, elle le proclamera avec force saluts et bénédictions, laissons la exhaler une mauvaise humeur qui entre peut-être, qui sait, dans les vues de la Providence, et qui n'entravera pas d'un iota la marche des événements.

Comptez les nations chez lesquelles le dogme de la souveraineté du peuple est la pierre angulaire de la société

politique, c'est à peu près le monde civilisé !

Comptez maintenant ceux qui l'opposent...

En Europe, Messieurs, et en Europe seulement, je vois trois hommes, soutenus par quelques centaines de privilégiés, détendre leurs bras en avant pour faire rétrograder les générations.

Trois hommes y luttent encore, au moyen des proscriptions, des cachots, de l'exil, de l'échafaud, des meurtres juridiques, des trahisons achetées, de la séquestration intellectuelle, de l'ignorance imposée aux masses, des excommunications, des anathèmes, contre le principe fondamental, nécessaire, indéniable de toute organisation sociale régulière.

Ces trois hommes, vous les connaissez comme moi. C'est Sa Majesté, l'empereur d'Autriche, l'infâme bourreau de la Hongrie et de l'Italie ! C'est Sa Majesté le czar de toutes les Russies, l'infâme bourreau de la Hongrie, de la Pologne et de la Circassie ! C'est enfin leur ami et allié, le roi de Rome, le chef visible du catholicisme.

Voilà, Messieurs, les seuls représentants importants du despotisme dans le monde civilisé ! Voilà la glorieuse alliance que la hiérarchie Italienne a ménagée au père commun des fidèles ! Voilà le sort qu'elle lui a fait ! Voilà le résultat de la victoire remportée sur l'Évangile et sur le christianisme démocratique des premiers siècles, par la sacristie et le capuchon inquisitorial.

Ces trois hommes ne se sont maintenus politiquement jusqu'à notre époque qu'en proscrivant la presse, qu'en dégradant le sentiment national, qu'en éteignant chez les

masses humaines qu'ils oppriment, le flambeau de l'intelligence ; qu'en les séquestrant sévèrement de tout contact moral avec les autres peuples. Ils se sont faits, chacun dans les limites de leurs états respectifs les geôliers de la civilisation !

Plusieurs d'entre vous, Messieurs, ne savent peut-être pas qu'avant la dernière révolution romaine, pas un journal français ne pouvait franchir la frontière papale. J'ai connu un voyageur qu'on avait presque maltraité, dans les douanes de Sa Sainteté, parce qu'il avait eu le malheur d'envelopper quelques uns de ses effets de voyage avec le Journal des Débats ; le défenseur et le panégyriste de la monarchie de Louis Philippe ! Un journal monarchiste-constitutionnel, toujours en lutte avec les journaux républicains, était prohibé dans les États Romains, à cause de ses idées *trop avancées* ! Voilà comme on n'y était pas réactionnaire ! Voilà comme on y comprenait les tendances morales évidentes des sociétés modernes ! ! ! Pour sa sainteté Grégoire XVI, Louis Philippe était un rouge !

Eh bien, Messieurs, quelle est la qualification qui convient à un gouvernement qui considérait comme son droit la proscription de la pensée, comme une de ses plus importantes occupations, la saisie des enveloppes salies et chiffonnées des voyageurs ? Heureusement pour les peuples, ce despotisme abject et brutal ne sera pas encore longtemps possible !

« Les semences des idées nouvelles » dit M. Chateaubriand aux réactionnaires de toutes les époques et de tous les pays, « Les semences des idées nouvelles ont levé partout. Ce serait en vain qu'on les voudrait détruire. On pouvait cultiver la plante naissante ; la dégager de son venin ; lui faire porter un

fruit salubre ; il n'est donné à personne de l'arracher. Je n'ai cessé de répéter à de vieux gouvernements qui furent bons dans leur temps et qui eurent leur renommée, que force était pour eux de s'arrêter dans la monarchie constitutionnelle ou d'aller se perdre dans la République. »

Voilà l'avenir des nations clairement indiqué par un homme dont le génie peut bien faire contre-poids à toutes ces déplorables têtes qui ne voient que dans le despotisme moral et politique la loi immuable de l'humanité.

En effet, Messieurs, ne faut-il pas fermer exprès les yeux à la lumière ; ne faut-il pas être contradictoire par instinct ou par intérêt pour nier que l'ensemble des grands corps sociaux qui forment aujourd'hui le monde civilisé gravite uniformément vers la démocratie ?

Or, si telle est la tendance évidente et invariable de l'esprit humain partout où il n'est pas faussé par l'esprit de corps, ou par l'esprit de caste, ou par la corruption administrative, ou par la soif de suprématie temporelle de ce parti qui, avec un rabat pour égide, jette un cri de colère et de détresse à chaque conquête nouvelle de la civilisation moderne, pourquoi donc trouver si étrange qu'en Canada, comme partout ailleurs, on sente le besoin, on manifeste le désir de sortir de l'enfance politique, de jeter au loin les langes funestes dans lesquelles ce pays étouffe aujourd'hui ? Pourquoi donc trouver étrange que ceux qui, en Canada, n'ont pas perdu au souffle d'avilissement du gouvernement responsable qui lui a été octroyé, le sentiment de l'indépendance nationale ou celui de la dignité personnelle, pourquoi donc trouver étrange qu'ils désirent voir leur pays prendre rang parmi les peuples souverains du globe,

et cesser de n'être désigné sur la liste des nations que par un zéro ?

Pourquoi donc ceux qui ont vanté à tout propos l'exquise sensibilité de leur fibre nationale restent-ils sourds au cri qui eût dû la faire vibrer ?

Pourquoi donc font-ils tant d'efforts pour repousser leur pays sous le réseau de corruption, d'appauvrissement, de nullification, d'inertie morale, d'amoindrissement intellectuel, de dégradation politique que l'Angleterre a tendu sur lui au moyen de l'Union et du gouvernement responsable, et dont il voudrait rompre la chaîne ? Pourquoi enfin, ceux qui voulaient l'indépendance en 1837 n'en veulent-ils plus aujourd'hui ? Pourquoi font-ils tous les jours, humblement agenouillés devant l'emblème national de l'Angleterre, de déshonorants actes de contrition, pour leur conduite passée ?

Ah ! Messieurs, il est triste de l'avouer, mais à quoi servirait de nier, ou de déguiser des faits éclatants comme le soleil ? C'est que le conseil donné par Lord Durham au gouvernement métropolitain a été suivi : « Inventez, lui a-t-il dit, inventez un système au moyen duquel les chefs canadiens auront une part dans les places d'honneur ou de profit que vous n'avez distribuées jusqu'à présent qu'à vos nationaux, et vous les rendrez presque tous souples et dociles. »

Eh bien, Messieurs, ce conseil a été suivi, et maintenant je vous invite à désigner ceux de nos hommes politiques de 1837 que le gouffre de la corruption n'a pas engloutis. De tous ceux qui alors voulaient sincèrement l'indépendance du Canada et sont encore dans la vie publique, un seul est resté fidèle à son devoir d'enfant du sol, tous les autres sont passés à l'ennemi.

Malgré ce malheur, Messieurs, ne désespérons de rien. J'espère vous faire voir que notre position actuelle est mille fois plus favorable que nous n'avons jamais osé l'espérer. N'agissons pas comme ces lutteurs sans énergie que le premier obstacle rebute. Ayons foi en l'avenir, mais ayons foi surtout en nos propres convictions.

Le temps approche, Messieurs, où la providence adressera au peuple de ce pays cette vivifiante parole qu'elle adressait, il y a dix-huit siècles à un homme, et qu'elle a adressée depuis à tant de nations, « IL EN EST TEMPS, LEVEZ-VOUS ET MARCHEZ. »

Il est un fait, dans l'histoire du genre humain, qui me paraît dominer tous les autres faits : c'est que les trois quarts des guerres qui ont ensanglanté le monde n'ont pas eu d'autre source que l'amour de l'indépendance, n'ont pas eu d'autre cause que le désir d'être libre.

L'amour de la liberté existe au même degré chez les masses que chez l'individu. Un despotisme adroit ou brutal peut quelquefois endormir momentanément ou comprimer ce sentiment chez elles, mais il ne le détruit jamais. Toute société politique comprend d'instinct qu'elle ne peut se développer pleinement, ni arriver au but auquel tend sans cesse l'humanité, que si aucune cause extérieure ne gêne son mouvement et son action.

Et puis s'il est quelque chose que l'histoire démontre invinciblement, c'est qu'un peuple qui ne jouit pas de son indépendance ne jouit pas non plus de toute son énergie morale : c'est qu'un peuple que les vicissitudes politiques font passer sous le joug d'un autre peuple, perd de ce moment, l'esprit de progrès qui avait pu exister chez lui et tombe dans

l'apathie et la torpeur. Le sentiment national s'éteint chez les individus ; les petites ambitions, les jalousies locales, les prétentions personnelles se font jour de tous côtés ; l'esprit national fait place à l'esprit d'intrigue ; les factions se dessinent, se multiplient ; le peuple use le peu d'énergie qui lui reste dans de mesquines querelles individuelles ; toute politique d'ensemble disparaît rapidement, et conséquemment le progrès moral s'arrête et meurt.

Voyez les États-Unis ! N'est-ce pas de la conquête de leur liberté que date leur merveilleuse prospérité et leur progression si rapide qu'elle est sans exemple dans le monde ?

Voyez la France ! Voyez l'Angleterre ! N'est-ce pas de la chute de l'absolutisme que date chez elles le vrai progrès social ; celui qui a fait de celle-là la tête pensante et de celle-ci la tête agissante de l'Europe ?

Voyez d'un autre côté, l'Italie ! Du moment que les papes cessent de faire cause commune avec les peuples ; du moment que les républiques Italiennes sont dévorées par l'absolutisme ultramontain, devenu l'allié du despotisme Allemand, l'intelligence de la mère des nations modernes décline : la splendeur italienne s'affaiblit graduellement et disparaît en moins d'un demi-siècle : le génie des arts ; celui des découvertes scientifiques tombent dans un état presque complet d'engourdissement, et jettent à peine, à de longs intervalles, quelques lueurs passagères : l'esprit national se localise et la liberté politique disparaissant, l'indépendance individuelle et le patriotisme n'existent plus. Il n'est pas même jusqu'à la bravoure nationale qui ne soit profondément altérée ; et sans l'invasion française sous le directoire, qui a ouvert aux

idées modernes ce beau pays que l'esprit clérical leur avait fermé, l'Italie n'aurait peut-être pas encore donné les signes ou plutôt les preuves de résurrection sociale et politique qui lui ont valu, depuis un demi-siècle, les foudres terribles du Vatican, (j'espère qu'on ne m'accusera pas de les traiter avec trop peu de respect) et qui en dernier lieu, par le plus inexplicable faux pas politique, ont fait déborder sur elle la mitraille française, dirigée par un gouvernement républicain contre une nation qui gémit depuis trois siècles sous les étreintes d'une tyrannie tantôt brutale, tantôt hypocrite !

Voyez l'Irlande, cet effroyable holocauste du fanatisme protestant ! ce stigmatte ineffaçable devant lequel se voile toute la gloire Anglaise ! Conquise et écrasée sous le plus atroce despotisme que l'histoire ait jamais offert aux malédictions du genre humain, où en est-elle aujourd'hui ? Des milliers de malheureux, les esclaves blancs du dix-neuvième siècle, et qui en sont réduits à envier le sort des esclaves noirs de l'Amérique, y sont, chaque année, moissonnés par la faim !! et néanmoins, un tiers de la surface de ce pays, le plus peuplé de l'Europe eu égard à son étendue, est encore inculte !!

Maintenant voyez l'Écosse, qui elle aussi a été conquise et brutalement tyrannisée pendant la dernière moitié du dix-septième siècle. Au commencement du dix-huitième elle consent à sa réunion à l'Angleterre et recouvre à peu près la plénitude de ses droits politiques. Eh bien en moins d'un quart de siècle elle regagne presque tout le terrain qu'elle avait perdu pendant son asservissement ; son génie national reprend l'essor ; l'activité sociale s'y vivifie, s'y déploie comme par enchantement, et aujourd'hui, soit sous le rapport scientifique,

soit sous le rapport industriel, elle n'est nullement inférieure à l'Angleterre.

Voyez enfin, Messieurs notre propre pays, le Canada. S'il eut été annexé aux États-Unis en 1815, la majorité de sa population serait-elle encore incapable de lire ou d'écrire ? Un sénat de notre choix aurait-il jamais dévoré la honte du rejet d'un bill d'écoles, infamie dont le conseil législatif de 1834 s'est chargé par ordre supérieur ?

Verriez-vous aujourd'hui le crédit public disparu ; ^[1] le commerce à peu près anéanti ; la propriété discréditée au point qu'elle n'a plus, pour ainsi dire, qu'une pure valeur de convention ? Verriez-vous l'activité sociale endormie parce qu'elle n'a pas d'objet ; parce que de quelque côté qu'elle se retourne, elle ne fait que se heurter à des prohibitions, à des entraves, à des difficultés de toutes sortes, accompagnements éternels et inévitables de l'état colonial ? Verriez-vous l'industrie dans un véritable état d'enfance parce que les capitaux sont introuvables ? Et pourquoi le sont-ils sinon parce que les débouchés n'existent pas ?

Verriez-vous nos immenses voies de navigation intérieure devenues inutiles, et produire à peine le quart de l'intérêt des sommes exorbitantes qu'elles ont coûtées ? Auriez-vous vu la langue française bannie pendant dix années de l'enceinte législative, par un article de la constitution ; réintégrée en 1848, et proscrite de nouveau, cette année, par le fait de la translation du siège du gouvernement dans une ville exclusivement anglaise ? Qui est responsable de cette proscription de fait de notre langue ? Ceux qui, pouvant l'empêcher, l'ont librement acceptée : ceux-là même qui se

récriaient si fort contre l'élection de Sir Allan McNab à la présidence de l'Assemblée, parce que, disaient-ils, nommer président de l'Assemblée un homme auquel la langue française n'était pas familière, c'était la proscrire ! !

Auriez-vous été témoins de l'imposition, sur le Bas-Canada, d'une dette de £3,000,000 sterling, à la création de laquelle il n'a jamais consenti ? Loin de là ; on ne l'avait pas seulement jugé digne d'être consulté ?

Le Bas-Canada n'aurait certes pas, sous des institutions démocratiques, été sacrifié à une sale intrigue d'agiotage, imaginée et consommée au profit de la maison Baring par cet habile Macaire politique, sir Poulett Thompson, qu'on a fait baron pour le récompenser d'un vol national commis à notre préjudice.

Enfin, Messieurs, si nous eussions été annexés aux États-Unis en 1815, vous ne verriez pas aujourd'hui le Clergé faire la propagande absolutiste ; anathématiser le libéralisme ; et lancer ses maigres ferrailleurs, désolantes médiocrités que les éclairs de génie ne tourmentent guères, sur ceux qui ont le malheur de trouver que les papes sont devenus un peu plus aristocrates que ne le comporte la formule « serviteur des serviteurs de Dieu. »

De tout ce que je viens de dire, Messieurs, il résulte que le droit naturel et le droit politique sont également violés à l'égard du Bas-Canada : le droit naturel, par le seul fait que nous sommes sous la dépendance d'un autre peuple ; le droit politique parce que l'on nous a taxés sans notre consentement ; parce que l'on a décrété l'infériorité politique du Bas-Canada en lui donnant une représentation moindre relativement à sa